

*l'Etendard et de la Vérité*," touchant cette question de l'alliance des catholiques en politique avec les libéraux. Je tiens à la main un de ces ouvrages. Sans vouloir prolonger inutilement mes remarques, je crois devoir signaler en passant ce que dit cet auteur (Don Sarda y Selwany), dans son opuscule intitulé : "Le libéralisme est un péché." Il traite la question suivante : savoir "s'il est bon quelquefois que catholiques et libéraux s'unissent pour une fin commune, et dans quelle condition." Voici ce qu'il dit à la page 168. "Une question a souvent été agitée de nos jours. Elle se rapporte à "l'union des catholiques et des libéraux "avancés, dans le but commun de contenir la révolution radicale et déchaînée. "Songe doré ou candide illusion chez "quelques-uns ; chez d'autres, au contraire, piège perfide au moyen duquel ils "ont prétendu paralyser nos forces et "nous désunir : ce qu'ils ont en grande partie réalisé.

"Que devons-nous penser de ces tentatives unionistes, nous qui voulons, avant tout autre intérêt, celui de notre sainte religion ?

"En thèse générale, nous devons penser "que de pareilles unions ne sont ni bonnes "ni recommandables. Cela se déduit tout "naturellement des principes posés jusqu'ici. Le libéralisme, si modéré et si patelin qu'il se présente dans la forme, "est par son essence en opposition directe "et radicale avec le catholicisme. Les libéraux sont donc ennemis-nés des catholiques, et ce n'est qu'accidentellement que "les uns et les autres peuvent avoir des "intérêts véritablement communs".

Aux pages 169 et 170 il indique les conditions qui doivent être remplies pour que, dans un cas tout à fait exceptionnel, une alliance soit possible entre les partisans de l'école catholique et les libéraux modérés, et cela en vue de renverser les radicaux ou les libéraux extrêmes. Il ne parle pas d'une alliance entre des catholiques et des libéraux de toutes nuances pour renverser des conservateurs ! Ceci est trop fort et ne se présentait pas à son esprit. Il faut, d'après lui, qu'il n'y ait aucune conciliation possible entre eux, que les catholiques ne renoncent pas à leur drapeau, qu'ils ne songent pas à faire une alliance de quelque durée. Leurs idées, leurs principes, d'après lui, sont trop opposés pour qu'ils puissent jamais s'unir d'une manière permanente et effective. Il ajoute une remarque : "L'on nous dira qu'il n'est pas bon d'être seul," mais, dit-il, "mieux vaut solitude que mauvaise compagnie."

Ces paroles, messieurs, il me semble, doivent être méditées par ceux qui tiennent à affirmer leurs idées, leurs principes en pareille matière.

Mais, me demandez-vous, où trouverons-nous le remède à cet état de choses, où trouverons-nous le salut ? Eh bien ! je n'hésite pas à vous le dire : le remède, le salut se trouvera dans une action énergique

contre l'état de choses actuel, dans le respect de la constitution, de la loi, de l'autorité, de la propriété, dans la tolérance civile, dans le maintien de nos institutions religieuses, civiles et politiques, en un mot dans la revendication des principes conservateurs, principes qui s'imposent d'autant plus à tout esprit observateur et ami de l'ordre que l'action dissolvante du gouvernement tend plus à produire l'anarchie dans les idées, à créer du mépris pour nos institutions existantes, et à répandre le désordre dans toutes nos affaires publiques.

Cela étant, il nous faut chercher à faire triompher ces principes par tous les moyens légitimes. Ces moyens sont l'agitation constitutionnelle et l'organisation. L'agitation constitutionnelle est commencée, elle se continue avec succès, l'organisation aussi ; il faut les pousser activement et partout dans la province, il ne faut pas permettre à M. Mercier d'user des moyens dont il se sert et dont il veut encore se servir pour s'assurer une majorité aux élections générales, savoir : des moyens de corruption et de corruption effrénée. Il ne faut pas lui permettre de détourner l'attention de la province de la véritable question qui doit lui être soumise, de détourner l'attention des électeurs de tous les actes, abus de pouvoir et turpitudes du régime actuel, il faut que les électeurs soient mis à même de prononcer leur verdict sur la culpabilité du gouvernement actuel, il ne faut pas que les intérêts partisans l'emportent sur les intérêts généraux, il faut qu'il y ait une opinion saine de répandue dans la province de Québec touchant les questions politiques qui doivent être soumises aux électeurs, il faut que tous les amis de l'ordre, tous les véritables amis de la province, (et il y a un grand nombre, même parmi les libéraux, qui sont dégoûtés du régime actuel), il faut que tous les hommes de bonne volonté se donnent la main pour mettre fin à un régime aussi néfaste que celui que nous avons depuis bientôt trois années.

Je termine, messieurs. Il n'y a pas lieu de se décourager. Les gens timorés pouvaient croire, à la suite des élections de 1886, à l'anéantissement du parti conservateur ; son drapeau était à terre, pensaient-ils ; ils se trompaient, messieurs. Nous sommes tombés, cela est vrai, mais nous sommes tombés portant haut et ferme notre drapeau. M. Mercier a triomphé, mais il a triomphé en foulant aux pieds son drapeau, en faisant litière des principes et des traditions de son parti. De ce drapeau libéral il ne reste plus aujourd'hui aucun lambeau. Si l'on a cru à l'anéantissement du parti conservateur, l'on s'est trompé. Les partis ne meurent point, pas plus que les personnages de l'Arioste. Les hommes tombent mais les principes restent. Le flot populaire qui nous a renversés renversera à leur tour nos adversaires. L'opinion publique est déjà avec nous. On ne parle plus nulle part de ce pauvre Riel dont on s'est servi pour ar-